

Que sommes-nous, après ce

er *Indenstaat* est un ouvrage du Magyar Theodor Herzl qui expose sa conception du sionisme en même temps qu'il propose un État qui permette aux «Juifs de retrouver leur dignité et leur sécurité».

En bon philosophe-écrivain, ce Hongrois d'origine n'a pas oublié son autre «religion» et n'a pas hésité de ressusciter ce vieux rêve que caressent tous les Juifs : «Réaliser la promesse biblique du Grand Israël et dont l'étendue dépendrait de la fortune des armes.»

Cela commence à se concrétiser en 1897 à Bâle lorsque se réunit le premier Congrès sioniste qui crée la Banque et le Fonds national juifs pour l'achat des terres en Palestine, c'est-à-dire pour préparer la colonisation de peuplement et dont les bénéficiaires, les plus privilégiés, seront les Ashkénazes, les Juifs d'Europe qui, plus tard, auront quelque peu d'aversion à l'égard des Séfarades, les Juifs du Moyen-Orient.

Le projet de Herzl fait son chemin et, en 1916, la France et la Grande-Bretagne convoitent la Palestine et posent le principe de son internationalisation par les accords Sykes-Picot, après avoir étudié la situation au Moyen-Orient et convenu qu'elle était dangereuse, car pouvant changer les rapports de force dans la région. La solution ? Eh bien, rien de mieux que de créer un pseudo-Etat dans cette partie du monde. Ainsi, et dans la même foulée, la déclaration de Balfour intervient une année après, en 1917, et est «pertinente» car elle met à nu les visées expansionnistes de l'Europe. C'est alors que le 2 novembre de la même année, les Anglais prennent un engagement à l'égard du mouvement sioniste et prévoient un foyer national pour le peuple juif qui, dans «un aboutissement logique», deviendra, plus tard, cet Etat d'Israël.

Arthur James Balfour, secrétaire au Foreign Office, communique à Lord Walter Rothschild, vice-président du Board of deputies of British Jews, la décision de l'Etat britannique : «Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de ce projet...» Il est évident que le reste, c'est-à-dire les timides garanties que donne cet engagement aux autres communautés vivant en Palestine, n'est que du bavardage qu'on utilise généralement dans des circonstances pareilles pour essayer de convaincre, mais en réalité pour jeter de la poudre aux yeux.

Clin d'œil historique

Janvier 1919, l'Europe décide le morcellement du Moyen-Orient en provinces administrées selon le système mandataire. La Syrie, le Liban, la Palestine et l'Irak ont chacun un tuteur et la Conférence de San Remo, qui s'est tenue en avril 1920, donne des droits à la Grande-Bretagne pour administrer la Palestine. Les Arabes organisent la résistance contre ces poussées expansionnistes, la première, à partir de cette date, avril 1920, et une autre en mai 1921. Ces deux dates ont connu de grands soulèvements de populations, mais surtout une sérieuse prise de conscience des nationalistes. Ainsi, le Mouvement national palestinien s'organise autour du Comité exécutif arabe en 1920. Il est

relayé par le Conseil musulman de Palestine en 1921-1922, ensuite par le Haut Comité exécutif arabe en 1936. le Mouvement national palestinien se divise en deux tendances, l'une intransigeante vis-à-vis des colons juifs et de ceux qui les soutiennent, l'autre modérée, et active tant bien que mal jusqu'en 1937 où elle est obligée de ralentir son ardeur et son dynamisme parce qu'elle se trouve en face de milliers de morts parmi les civils palestiniens et confrontée à la dure et triste répression durant laquelle, pratiquement, tous les chefs sont emprisonnés. En somme, une anticipation sur le génocide du 8 Mai 1945, chez nous, en Algérie...

Les Anglais, quant à eux, publient, en mai 1939, après avoir été responsables de tant de dégâts dans cette région qui devenait de plus en plus chaude et qui faisait l'objet de toutes les convoitises, «Le Livre blanc» dans le seul but d'amaigrir les Arabes. Cela suscite, bien entendu, de vives réactions dans les rangs des sionistes qui, par mépris, accentuent l'immigration en Palestine et menacent les partisans du régime britannique, par le biais de l'«Irgoun» et du «Groupe Stern», deux dangereuses formations terroristes, de passer aux actes...

Après 1945, les sionistes redoublent d'insistance auprès de la Grande-Bretagne pour l'application du programme du Biltmore, programme qui date de 1942, et exigent la création immédiate de l'État d'Israël. Mais peu avant cette demande expresse, les «sponsors anglais et américains» proposent, en novembre 1945, au nom du comité qu'ils créent entre eux, la venue d'environ 100 000 Juifs en Palestine qui s'ajoutent aux 450 000 qui sont déjà arrivés, avant cette date et plus exactement depuis 1919.

Le plan de colonisation est arrivé à sa phase finale. Seulement, les Arabes sont puissants dans la région, puissants évidemment par leurs ressources naturelles et leur Histoire, ce qui n'est pas dédaignable pour un pays, mais ils ne sont pas forts par ailleurs, à cause de leur unité qui n'a jamais existé... Et c'était leur talon d'Achille !

L'Europe sait tout cela, et elle en profite pour les diviser davantage. Elle crée un foyer de tension chez eux, et mieux encore, elle place un «gendarme» qui puisse les surveiller constamment, réguler le processus de développement et du déploiement du colonialisme et garantir les intérêts des grandes puissances qui, tôt ou tard, doivent contrôler le monde. Dans cette ambiance, Lénine et sa Révolution bolchevique «comptent pour des prunes», car avant lui, le régime des Tsars était bien complaisant, mieux encore, il était d'accord pour ce partage du Moyen-Orient.

1947, la question est sur le bureau de l'ONU. L'Assemblée générale décide la création d'une Commission spéciale qu'elle appelle l'Unscop. Un plan de partage proposé par la majorité des membres est adopté le 27 novembre 1947. Les États arabes rejettent ce plan et entrent en conflit armé avec les Juifs. Le 14 mai 1948, la région s'embrase en une véritable guerre contre un «inducteur occupant» aidé, soutenu et officialisé sur les lieux par les grandes puissances ainsi que par la plus haute instance du

monde. Cette dernière date représente effectivement l'affront que fait le monde aux Arabes en général et aux Palestiniens, en particulier, par la création du nouvel «État d'Israël».

Viennent ensuite les exactions, les massacres en série, les dépossessions de terres et de biens. C'est l'apocalypse, c'est véritablement l'extermination des Palestiniens..., un véritable holocauste avec l'approbation des «Grands» de ce monde.

Deir Yassine, Kafr Qassem et d'autres contrées en Palestine sont le théâtre d'actes odieux de barbarie et de sauvagerie qui n'honorent pas leurs organisateurs et leurs commanditaires. Cela rappelle, forcément, les massacres qui ont été perpétrés en Algérie, du temps de la colonisation. Franchement, peut-on oublier ces têtes et ces corps mutilés exposés à Alger, à la rue Bab-Azzoun, peut-on oublier les «enfumades» de populations entières dans des grottes, peut-on passer sous silence les carnages des maréchaux Saint-Arnaud, Randon, Vallée, des généraux Bugeaud, Rovigo, et plus tard ceux des généraux Massu, Challe et Bigeard ?

Le peuple palestinien doit déménager parce que «d'autres locataires» affluent de partout et il faut de l'espace, cet espace qu'ils doivent spolier au vu et au su de tout le monde, y compris des instances internationales. C'est l'exode des Palestiniens. Et que peuvent-ils faire quand on les force à partir, dans un contexte où ils se trouvent affaiblis par la désunion des Arabes – mais leur unité, a-t-elle existé au moins un jour ? – et par cette coalition forte du monde occidental ? Entre-temps, et malgré cette inconsistance de l'environnement immédiat, le mouvement national palestinien prend de sérieuses proportions du fait de cette nouvelle situation qui s'impose à la région. Le Monde arabe bouge, ou essaye de bouger, et les différentes formations s'organisent pour l'avènement d'un État palestinien indépendant. C'est une guerre de libération qui prend forme dans les territoires occupés, confortée par l'entrée dans la bataille de tous ces jeunes de la région et même du Maghreb, notamment des Algériens, eux-mêmes spoliés et qui voient en cette lutte l'avenir et l'unité du Monde arabe.

Malheureusement, cette dynamique connaît une éclipse à partir de 1950 à cause d'un manque de soutien et, il faut le dire, à cause de l'excès de slogans, pompeux mais vides, à cause du travail irrational et de la vision étriquée de ce panislamisme et de ce panarabisme, deux grandes options qui ne peuvent se réaliser dans l'empirisme et l'utopie, par lesquels le Monde arabe, malheureusement, appréhende ses problèmes.

Dans le même temps, l'État d'Israël se renforce de 650 000 immigrants qui viennent des pays arabes limitrophes et du Maghreb. Il prend de l'ampleur pendant que les Arabes déclinent. Les Juifs continuent à faire des placements en achetant des terres chez les citoyens qui sont souvent contraints et forcés à céder leurs biens pour des sommes dérisoires, comme il est de notoriété – et il ne faut pas s'en cacher – que d'autres citoyens plus nantis, pris dans l'euphorie des nuits bachiques, ont pratiquement offert à leurs «compagnons de vin» des superficies appréciables. Même là, dans

Par Kamel Bouchama



cette partie du Monde arabe, il y a eu des «harkis».

Ce n'est qu'à partir de 1958 que l'Égypte et l'Irak essayent d'organiser convenablement le mouvement de lutte et de réactiver la «Question palestinienne». En 1960, l'Égypte aide les Palestiniens à se doter d'un organe : «L'Union nationale palestinienne». Mais ce n'est que plus tard, en 1964, que l'OLP est créée. Chouqairi devient le premier responsable de cette Organisation de libération de la Palestine. Trois ans après, il laisse la place à Yasser Arafat, suite à l'indigeste défaite des Arabes de 1967. Ainsi, de campagne en campagne, de victoire militaire (El Karamah) en victoires politiques (les reconnaissances de plusieurs pays de la lutte légitime du peuple palestinien), et de déception en déception (rappelons-nous ce sinistre «Septembre noir» et ces massacres de Sabra et Chatila), les Palestiniens mènent, tambour battant, leur résistance, aidés par les plus engagés et repoussés par les «inféodés», parmi les Arabes, qui entament leur crédit et atténuent ce mouvement très prometteur. Une lueur d'espoir, néanmoins, brille dans le ciel de ce Monde qui, dix ans après l'inoubliable défaite, ou «la honte», comme l'appellent certains militants, le groupe des durs, parmi les chefs d'Etat arabes, crée, en décembre 1977, le «Front de la résistance et de la fermeté». Cependant, tout de suite après, un clivage se crée à ce niveau. Tous ne voient pas de la même manière la participation à la libération de ce territoire et des autres territoires occupés, ou ceux conquis par Israël lors de la guerre de 1967, le Golan et une partie de la Cisjordanie. A cette division malvenue s'ajoute un autre malheur, l'invasion du Sud-Liban en mars 1978, résultat des contradictions et de la dispersion des forces et des moyens de ce monde arabe qui n'a pas su justement utiliser ces deux facteurs au service de son émancipation et de sa libération du joug impérialo-sioniste. Le tout est «couronné» dans la même année, en septembre, par les «Accords de Camp-David» et, plus tard, en 1982, par la guerre du Liban et les tensions palestino-arabes qui provoquent une grave division au sein de l'OLP et du Fatah.